



**EMPOWERING
DEVELOPMENT**
Belgische Technische Coöpera
Coopération Technique Be

**« Projets d'Infrastructures
Scolaires et d'Equipements
Pédagogiques »
(PISEP)**

**1 Rue Heha, Quartier Kabondo
Tél. : 22 25 61 15/22 24 95 03,**

République du
Burundi



Vice Ministère
chargé de
l'Enseignement de

RAPPORT D'ACTIVITES 2007

Mars 2008

1) Fiche Projet

BDI 02 006 : Projet d' Infrastructures Scolaires et d' Equipements Pédagogiques (PISEP)

Code Navision (Numéro d'intervention)	BDI/02/006	<p>Objectif général</p> <p>Le Projet PISEP contribue au redressement général du système éducatif au Burundi.</p> <p>Objectif spécifique</p> <p>Le projet PISEP vise à contribuer à l'amélioration de l'enseignement au niveau des écoles primaires et de dix collèges communaux</p> <p>Résultats attendus</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Dix collèges communaux seront dotés d'infrastructures scolaires complémentaires. 2. Les équipements pédagogiques retenus sont fournis et distribués. 3. Neuf nouvelles écoles primaires sont construites et équipées.
Date de signature de la convention spécifique	30/05/2003	
Budget (EUR)	1.801.606 euros	
Date de démarrage	01/10//2003	
Date de signature CMO / Transfert à la CTB	01/10/2003	
Date de fin	31/03/2008	
Secteur (CAD)	11120 Equipements scolaires et formation.	
Régie (1) / cogestion (2) /mixed (3)	(3)	
Ministère de tutelle	Vice Ministère chargé de l'Enseignement de base et Secondaire	
Contrepartie exécutante	Projet PISEP	
Manager en charge du projet	Directeur d' Intervention du Projet PISEP	
Delco :	Daniel Cursoux	
Bénéficiaires	Vice Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire	
Bourses (h/m)	0	
Assistance Technique (h/m)	0	
Localisation géographique du projet	Bubanza, Bujumbura Mairie, Bururi, Cankuzo, Cibitoke, Kayanza, Makamba, Ruyigi	
Composition de la SMCL	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Représentant du Ministère des Relations Extérieures, président et Ordonnateur du projet ; ▪ Représentant du Vice Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire ; ▪ Représentant Résident de la CTB, Co-ordonnateur du projet ▪ Attaché de la Coopération au Développement à l'Ambassade du Royaume de Belgique <p>Ou de leurs délégués respectifs</p>	

2) Rapide point de la situation

Le système éducatif burundais est confronté à de multiples problèmes.

A l'origine, on observe un taux de scolarisation extrêmement bas à tous les niveaux de l'enseignement qui affecte également la qualité de l'enseignement dispensé.

Les principaux problèmes qui en découlent sont les suivants:

- le manque d'infrastructures scolaires et leur vétusté,
- le manque de matériel pédagogique,
- le manque de professeurs qualifiés.

Le projet PISEP vise principalement à combler quelques lacunes au niveau des infrastructures scolaires, du matériel pédagogique et de la formation, et prioritairement à l'échelon des collèges communaux et des écoles primaires.

En 2004 / 2005, durant sa première phase de fonctionnement, l'intervention a travaillé surtout avec des reliquats d'anciens projets suspendus 10 ans plus tôt, en 1996 (0,8 millions d'euros), puis elle a été prolongée et réalimentée (à hauteur de 1 millions d'euros) en avril 2006, dans le cadre du programme d'urgence, en vue de compléter le travail par neuf nouvelles écoles primaires, équipées en mobilier.

Cette réalimentation venait en soutien à la décision gouvernementale de gratuité scolaire pour l'enseignement de base.

3) Bilan de la planification des activités

L'année 2007 devait marquer la fin du « Projet d'Infrastructures Scolaires et d'Equipements Pédagogiques » puisque le budget de 1.801.606 € se trouvait totalement engagé après la signature, en mai 2007, des contrats conclus avec les entrepreneurs attributaires des constructions des 9 écoles primaires de la phase 2.

Il se trouve qu'après la réception provisoire des 9 chantiers et la livraison de tous les mobiliers scolaires, un reliquat de 192.000 € apparaîtra, ce solde positif ne trouvant d'explication que dans la dépréciation du Franc Burundais au cours de l'année 2007.

• 3.1. Aperçu des activités exécutées

Fin 2007, le bilan des activités peut être résumé de la façon suivante :

• Infrastructures

- Dix collèges communaux, dans huit différentes provinces du pays, ont été réhabilités et ont été dotés d'infrastructures complémentaires : 3 à 6 classes additionnelles, un bloc administratif, un laboratoire, une bibliothèque et des sanitaires.

- Neuf écoles primaires faites de 6 salles de classes, un bureau administratif, des latrines à 8 unités, et 1 citerne d'eau de pluies ont été construites dans 3 provinces du pays : Bubanza, Kayanza et Ruyigi.

Initialement prévues pour s'achever en décembre 2007, 7 des 9 écoles ont été réceptionnées dans les délais fixés aux contrats. Les deux autres étaient en cours d'achèvement et accusaient moins d'un mois de retard sur le calendrier prévu.

• Equipements pédagogiques

- 27.400 livres d'apprentissage du Français ont été distribués à 200 collèges.

- 5.600 dictionnaires de poche, 280 dictionnaires encyclopédiques, et 280 livres de chimie pour 280 collèges.

- 150 armoires de produits et d'équipements de chimie ont été distribuées.

- 1480 ballons de sport, aux dimensions officielles des fédérations internationales, ont été distribués à tous les collèges communaux du Burundi (chacun des 370 collèges a reçu 2 ballons de football, 1 ballon de basket-ball et 1 ballon de volley-ball, ainsi que les pompes correspondantes.
- neuf écoles primaires en construction seront équipées en mobiliers (25 bancs pupitres, 1 armoire, 1 bureau et 1 chaise par salle de classe ; 6 tables, 12 chaises, 2 bureaux, 3 armoires et 3 étagères pour le bloc administratif)

- **Formations**

- 4 formations régionales au cours pratique de chimie ont été dispensées à l'intention de 150 enseignants en chimie

- **3.2. Analyse de la planification des activités**

A l'exception de la fabrication des mobiliers scolaires qui équiperont les neuf écoles primaires construites en 2007, les activités fixées au programme de l'intervention ont été réalisées à 100%.

Le lancement du marché des mobiliers s'est fait tardivement car, longtemps, les responsables du projet PISEP ont craint que le solde financier au terme des constructions ne soit insuffisant pour couvrir entièrement les coûts de fabrication de tous ces mobiliers scolaires.

Or, la lente érosion du franc Burundais a considérablement diminué le montant global des 9 chantiers, comme le montre le tableau ci-dessous.

					Impact de l'érosion du Franc Burundais sur le coût global des chantiers		
LOT	Nom du site	Nom de la commune	Nom de la province	Entreprise exécutant les travaux	Montant des contrats signés le 30 mai 2007	Contrevaleur de ces contrats en € en mai 2007. 1 € = 1420,9792	Contrevaleur de ces mêmes contrats en novembre 2007 1 € = 1712,9009
1	MUHENGA	BUBANZA	BUBANZA	ERTRAGR	111 107 691	78 190,93	64 865,22
2	KAYANGE	MUSIGATI	BUBANZA	Groupement CETRA EEXTRAGEC	108 870 206	76 616,33	63 558,96
3	MUZINDA	RUGAZI	BUBANZA	ERMACC	104 703 202	73 683,84	61 126,25
4	CAGUKA	KABARORE	KAYANZA	HYGEBAT	108 892 073	76 631,71	63 571,73
5	CAMPAZI	MURUTA	KAYANZA	ERETRAGECU	107 226 981	75 459,92	62 599,64
6	MPANDA-MIGEGE	KAYANZA	KAYANZA	SOCIEX	113 094 661	79 589,24	66 025,22
7	NYAKIGA	BUTAGANZW	RUYIGI	SRMB	113 967 237	80 203,31	66 534,64
8	BWOME	NYABITSINDA	RUYIGI	SOGEM	114 114 782	80 307,14	66 620,77
9	MUNAZI	KINYINYA	RUYIGI	COBEREC	121 319 117	85 377,12	70 826,70
					1 003 295 950	706 059,56	585 729,13

Impact de l'érosion du Franc Burundais sur le coût global des chantiers, exprimé en euros

120 330,43

Durant les 6 mois séparant la conclusion des contrats et la justification des dépenses, la valeur globale des lettres de commande est passée d'une contre-valeur de 706.059 € à tout juste 585.729 € soit une différence de 120.330 €

Outre cette question de convertibilité qui a entraîné le renchérissement des matériaux importés pour la construction, les 9 chantiers exécutés en 2007 ont connu un certain nombre de problèmes.

1. Problème lié au site où sont implantés les bâtiments.

Le problème concerne le programme de construction des latrines. Il est à signaler que 2 types de latrines ont été choisis selon qu'il y a, ou non, une adduction d'eau pouvant alimenter l'école :

- latrines à eau là où il y a disponibilité d'une adduction d'eau ;
- latrines à fosse vidangeable là où il n'y a pas d'eau.

Trois sites ont causés des problèmes sur ce plan (écoles primaires de CAGUKA, de BWOME et de NYAKIGA).

Dans les dossiers d'appel d'offre et contrats d'attribution de marché, il avait été prévu la construction de latrines à eau pour ces écoles primaires, la raison étant que des adductions d'eau étaient partout prochainement annoncées. Mais rien n'était en chantier au moment de la construction de ces établissements scolaires.

- Pour l'école primaire CAGUKA, les travaux d'adduction d'eau n'ont jamais commencé ;
- Pour l'école primaire BWOME, le premier site a été occupé par des constructions de la GTZ et l'école a été déménagée sur une colline n'ayant pas d'adduction ;
- Pour l'école primaire NYAKIGA, le réservoir disponible ne peut pas alimenter l'école vu son positionnement en aval.

Solution préconisée

L'Entreprise SOGEM a adressée une correspondance au Directeur d'Intervention du Projet PISEP lui proposant d'adopter, pour les latrines, un plan exécuté par le BPE dans le cadre du PTPTE ;

Etant donné que ce genre de latrines ne présente pas de problèmes techniques et pratiques et vu que les entreprises acceptent d'exécuter les travaux sans augmentation du prix global plutôt que d'exécuter le plan inapproprié des latrines proposé dans le dossier d'appel d'offres, la Direction du Projet a accepté l'exécution du présent plan pour les trois écoles primaires à problèmes.

2. Problème lié à l'augmentation brusque du prix des matériaux de construction particulièrement le ciment.

- A partir du mois de mai 2007, il a été remarqué une exorbitante montée des prix des matériaux de construction et du carburant.

TABLEAU COMPARATIF DES PRIX DES MATERIAUX : quelques exemples

DESIGNATION	P.U.HTT à la soumission	P.U.HTT actuel	Différence	Variation
Ciment	14.000	18.500	4.500	32%
FàbΦ12	10.000	12.300	2.300	23%
Etrier	200	250	50	25%
Tube 60x40	14.200	15.300	1.100	7,7%
Tôle plane	22.000	23.500	1.500	6,8%
Tôle ondulée BG 28	11.900	12.750	850	7,1%

Cette situation a été aggravée par l'inflation monétaire. Dans une correspondance collective du 9 juillet 2007, les entreprises exécutant les travaux sur financement PISEP ont interpellé le Représentant Résident de la CTB pour solliciter l'actualisation des prix.

Ce problème a trouvé une solution globale pour l'ensemble des projets de constructions CTB : une majoration de 4.000 BIF par sac a été accordé à tous les attributaires des chantiers PISEP, FBBR, AESTP...

3. Problème lié au délai de la Convention Spécifique

Le délai de la Convention Spécifique expirait le 30 novembre 2007 alors que la fin des travaux de construction des neuf écoles primaires était prévue au 30 décembre 2007. Ce retard a été occasionné par la lenteur de l'Administration pour rendre disponible les parcelles sur lesquelles devaient être bâties les écoles primaires (particulièrement dans la province de KAYANZA). La nécessité de devoir prolonger le délai de la Convention Spécifique ayant été signalée par la Direction du Projet dès la réunion du Comité de Concertation du 26 janvier 2007, le Comité de Concertation s'est prononcé pour l'introduction d'une demande de prolongation de la convention, demande qui a eu une suite favorable de la part de la DGCD.

4) Bilan des finances

4.1. Aperçu des dépenses par rapport à la programmation financière

Au terme de l'année 2007, et alors que la convention PISEP est supposée se terminer, il reste 311.628,68 € en solde sur le compte du projet :

- 118.975,64 € de dépenses affectées, destinées aux contrats de mobiliers et au support du projet ;
- 192.652,99 € non programmés.

Dans un premier temps, la convention du projet PISEP a été prolongée jusqu'en mars 2008 pour permettre la fabrication des 1350 pupitres, 27 armoires, 72 bureaux, 162 chaises, 54 tables et 27 étagères nécessaires pour les 9 écoles primaires.

Dans un second temps, une proposition d'extension de cette convention sur 9 mois supplémentaires et une nouvelle ventilation budgétaire seront proposées pour permettre :

- la construction d'une école supplémentaire de 9 classes, en province de Kayanza ;
- des travaux complémentaires d'aménagement et de construction de deux murs de soutènement dans deux des neufs écoles primaires construites en 2007.

Solde budgétaire prévisionnel au 31 mars 2008 et amendement envisageable pour une prolongation jusqu'au 31 décembre 2008

Code budgétaire	Description des postes budgétaires	Mode de financement	SITUATION EXECUTION DU BUDGET AU 31/ 12/ 2007			Prévisionnel des dépenses de janvier à mars 2008	Total des dépenses prévues jusqu'au 31 mars 2008	SOLDE BUDGETAIRE FIN PROJET	Amendement Prolongation jusqu'au 31/ 12/ 08
			Budget	Dépenses exécutées au 31/ 12/ 2007	Solde au 31/ 12/ 2007				
A	PRIMAIRES ET DE DIX COLLEGES COMMUNAUX EST AMELIORE		1 682 500,00	#####	260 447,46	115 461,38	1 537 513,92	144 986,08	172 020,00
	01 Dix collège communaux sont dotés d'infrastructures	Cogestion	411 608,01	411 608,01	-	-	411 608,01	-	-
01 01	Consultance préparatoire des cahiers de charges	Cogestion	-	-	-	0	-	-	-
01 02	Consultance et attribution des travaux	Cogestion	-	-	-	0	-	-	-
01 04	Consultance suivi de l'exécution des travaux	Cogestion	387 574,75	387 574,75	-	0	387 574,75	-	-
01 05	Exécution des travaux de construction	Cogestion	24 033,26	24 033,26	-	0	24 033,26	-	-
	02 Les équipements pédagogiques sont fournis et distribués	Cogestion	339 713,34	339 713,34	-	-	339 713,34	-	-
02 01	Fourniture de matériel pédagogique à 1.000 écoles	Cogestion	-	-	-	0	-	-	-
02 02	Fourniture de livres de français à 200 collèges communaux	Cogestion	213 697,33	213 697,33	-	0	213 697,33	-	-
02 03	Fourniture de dictionnaire de français et documents de référence	Cogestion	29 612,02	29 612,02	-	0	29 612,02	-	-
02 04	Fourniture de matériel de chimie à 150 collèges	Cogestion	49 889,60	49 889,60	-	0	49 889,60	-	-
02 05	Formation des professeurs de chimie	Cogestion	10 855,67	10 855,67	-	0	10 855,67	-	-
02 06	Fourniture des ballons de sports à 370 collèges communaux	Cogestion	35 658,72	35 658,72	-	0	35 658,72	-	-
	03 Neuf nouvelles écoles primaires sont construites et aménagées	Cogestion	931 178,65	670 731,19	260 447,46	115 461,38	786 192,57	144 986,08	172 020,00
03 01	Consultance et adaptation des dossiers techniques et préparation des cahiers de charges	Cogestion	10 000,00	3 818,18	6 181,82	-	3 818,18	6 181,82	-
03 02	Travaux de construction de 9 EP (travaux supplémentaires)	Cogestion	758 178,65	646 177,11	112 001,54	33 599,20	679 776,31	78 402,34	20 000,00
03 03	Fourniture des équipements mobiliers pour neuf écoles primaires	Cogestion	139 500,00	7 552,68	131 947,32	77 711,00	85 263,68	54 236,32	-
03 04	Consultance et suivi de l'exécution des travaux	Cogestion	23 500,00	13 183,22	10 316,78	4 151,18	17 334,40	6 165,60	-
03 05	Travaux de construction d'une école primaire 9 classes	Cogestion							133 898,00
03 06	Fourniture des équipements mobiliers pour 9 classes	Cogestion							18 122,00
Z	GENERAL MEANS		119 106,00	67 924,83	51 181,17	3 514,26	71 439,09	47 666,91	20 632,99
Z 1 1	Frais de fonctionnement de la cellule du projet	Cogestion	26 806,00	17 661,61	9 144,39	1 402,58	19 064,19	7 741,81	7 980,00
Z 1 2	Délégué à la cogestion	Régie	48 000,00	33 600,02	14 399,98	-	33 600,02	14 399,98	3 962,74
Z 1 3	Mission d'expertise technique CTB	Régie	28 300,00	6 658,41	21 641,59	-	6 658,41	21 641,59	3 000,00
Z 1 4	Réunion comité de concertation	Régie	3 000,00	-	3 000,00	-	-	3 000,00	-
Z 1 5	Un(e) secrétaire-comptable	Régie	8 000,00	6 151,39	1 848,61	1 465,44	7 616,83	383,17	3 735,00
Z 1 6	Frais de fonctionnement du bureau	Régie	5 000,00	3 853,40	1 146,60	646,24	4 499,64	500,36	1 955,25
	TOTAL REGIE		92 300,00	50 263,22	42 036,78	2 111,68	52 374,90	39 925,10	12 652,99
	TOTAL COGESTION		1 709 306,00	1 439 714,15	269 591,85	116 863,96	1 556 578,11	152 727,89	180 000,00
	TOTAL GENERAL		1 801 606,00	#####	311 628,63	118 975,64	1 608 953,01	192 652,99	192 652,99

5) Suivi des indicateurs

Les parties signataires au contrat PISEP ont assignés au projet 3 résultats à atteindre :

Résultat 1 : Dix collèges communaux sont dotés d'infrastructures complémentaires.

Les dix chantiers ont été exécutés et tous ont été réceptionnés Il s'agit du collège Municipal de Kinama (Mairie de Bujumbura), du collège Communal de Bubanza (Commune Bubanza), du collège communal de Buganda (Commune Buganda), du collège communal de Buyengero (Commune Buyengero), du collège communal de Nyanza Lac (Commune Nyanza Lac), du collège communal de Mabanda (Commune Mabanda), du collège communal de Kinyinya (Commune Kinyinya), du lycée Technique Communal de Ruyigi (Commune Ruyigi), du collège communal de Cendajuru (Commune Cendajuru) et du collège communal de Murago (Commune Kayanza)

Résultat 2 : Les équipements pédagogiques prioritaires sont fournis et utilisés

Les activités prévues ont été globalement réalisées comme prévu dans le DTF initial.

Il s'agit de :

- Livres de français fournis à 200 collèges communaux
- Dictionnaires de français et livres de chimie fournis à 280 collèges communaux au lieu de 200 collèges initialement prévus
- Matériel de chimie fourni à 150 collèges communaux
- Stages de formation des professeurs de chimie au cours pratique de chimie.

Toutefois, la fourniture du matériel didactique pour l'enseignement primaire est la seule activité qui n'a pas été réalisé dans le cadre de PISEP car ce matériel était fourni par un autre bailleur, à savoir le projet Crédit pour la Relance Economique (CRE) financé par la Banque Mondiale.

Enfin le comité de concertation a avalisé comme activité supplémentaire la fourniture de ballons de sport pour tous les collèges communaux du pays grâce au reliquat du projet, ce qui contribuera à l'encadrement sportif des élèves dans le cours d'éducation physique et en dehors des heures de cours.

Résultat 3 : 9 écoles primaires sont construites à Bubanza, Kayanza et Ruyigi.

Fin décembre 2007, sept de ces neuf infrastructures sont réceptionnées et les deux dernières le seront en janvier.

Lancées en décembre 2007, les commandes de mobiliers seront livrées avant fin février 2008.

Pour les résultats 1 et 3, les indicateurs de l'Objectif Spécifique reste le nombre d'élèves scolarisés. Celui-ci peut être estimé à 1.600 pour les élèves du collège et à 4.520 pour les élèves de primaire qui sont en moyenne au nombre de 85 par classe.

6) Évaluation des critères de suivi

• 6.1. L'efficacité

Tous les ouvrages réalisés dans le cadre du projet PISEP sont exécutés par de petits entrepreneurs locaux en construction. La plupart des bâtiments construits répondent correctement aux critères techniques qui figurent dans les dossiers d'appel d'offres.

Mais dans un Burundi en sortie de crise, où les problèmes économiques, administratifs et sociaux sont multiples, des projets comme PISEP (et FBBR) pourraient s'inscrire dans des schémas de fonctionnement plus exigeants sur le plan des critères d'efficacité. Et pourraient contribuer davantage à la restauration de la paix et à la relance de l'économie rurale :

- les attributaires des marchés sont parfois plus des assembleurs et des organisateurs de chantiers que de véritables entrepreneurs économiques, désireux de s'investir dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ;
- une mauvaise identification du maître d'ouvrage / bénéficiaire donne une prééminence à l'implication des services centraux du Vice Ministère de l'Enseignement de base et

Secondaire plutôt qu'aux responsables provinciaux et communaux de l'Education et à la population environnante qui sont pourtant les premiers concernés par la prise en charge de ces nouvelles infrastructures. Et qui ne sont que peu consultés durant les activités ;

- aucune clause contractuelle n'oblige à privilégier l'emploi de main d'œuvre locale, de matériaux de la commune, de prestataires de services du lieu, ce qui conduirait pourtant à des échanges économiques plus visibles.

En fin de projet PISEP, une évaluation permettra peut être de revenir sur ces points pour tirer des enseignements utiles aux projets à venir.

• 6.2. L'efficacité et la durabilité du projet

Ni l'efficacité des réalisations faites ni leur durabilité ne peuvent être mises en cause car les ouvrages construits répondent à des critères techniques sérieux.

Alors que le nombre d'écoles à construire au Burundi, fin 2007, est estimé à plus de 500, l'utilisation qui sera faite des 94 salles de classes érigées dans le cadre du projet PISEP se révélera, immanquablement, rationnelle et profitable.

7) Mesures et recommandations

Afin de ne pas courir le risque de voir se clôturer le projet PISEP avec un reliquat de 192.653 € (soit plus de 10,50 % des fonds alloués), les responsables du projet PISEP ont proposé à la SMCL de prolonger une nouvelle fois la convention spécifique, de 9 mois supplémentaires, en s'appuyant sur la requête du vice-ministre d'ériger une école primaire à Kaserege, en commune de Muruta.

Il est vrai que dans cette zone de la province de Kayanza la densité de population atteint parfois plus de 750 habitants par km², ce qui crée d'insurmontables problèmes de gestion scolaires.

Si cette seconde prolongation est acceptée, l'école de Kaserege se trouvera à égale distance de 3 établissements primaires surpeuplés, comme le montre le tableau ci-dessous.

Ecole	Commune	Classe	Effectifs	Nombre de salles de classe	Moyenne d'élèves par classe
EP MUGOYI	Kabarore	1 ^{ière} à 6 ^{ième}	906	6	151
EP JENE	Kabarore	1 ^{ière} à 6 ^{ième}	1873	12	156
EP MUNANIRA	Muruta	1 ^{ière} à 6 ^{ième}	1364	10	136

8) Nouvelle planification

Proposition du planning d'activités du projet PISEP (de janvier à décembre 2008) en cas d'accord de prolongation

	Janvier	Février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Réalisation des contrats de mobiliers												
Travail sur la prolongation de la convention jusqu'en décembre 08												
Réception des mobiliers scolaires Bubanza, Kayanza, Ruyigi												
Etablissement des Devis des travaux d'aménagement												
Exécution des chantiers d'aménagement / terrassement de Mpanda - Migege et Kayange												
Etablissement du DAO pour Kaserege												
Lancement de l'AAO de l'EP Kaserege												
Attribution et notification du marché												
Exécution de la construction de l'EP Kaserege												
Etablissement du DAO mobiliers pour Kaserege												
Lancement de l'AAO mobiliers de l'EP Kaserege												
Attribution et notification du marché												
Exécution de la fabrication des mobiliers de l'EP Kaserege												
Tenue de SMO												
Evaluation des dépenses prévisionnelles au 31/12/2008 et démarrage (éventuel) de compléments d'activités												
Evaluation technique des constructions avant réception définitive												
Evaluation finale du projet PISEP												